

CABINET DU PRESIDENT

16 novembre 1995

COMMUNIQUE N°35

Le CNDD condamne la tentative d'assassinat du Général ELUKI MONGA AUNDU, Chef d'Etat Major de l'Armée Zaïroise, commanditée par les armées monoethniques tutsi du Burundi et du Rwanda le 11 novembre dernier à l'aéroport de Goma.

Cette salle besogne était confiée à une dame tutsi de nationalité burundaise, Mme Francis IRAKOZE, épouse de M. NGARURA résidant chez M. MATATA Salvator, Secrétaire Général de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs(CEPGL).

Mme IRAKOZE - NGARURA, qui est employée à la Banque de Développement des Grands Lacs (BDGL), avait confié à un jeune homme, trois bombes glissées dans un sac en vu de les introduire dans l'avion Boeing de la compagnie Express City à destination de Kinshasa. Une fois le forfait accompli, Mme IRAKOZE est retournée à Gisenyi (Rwanda).

Interpellé par les agents de sécurité, le jeune homme a détalé laissant derrière lui ses bombes qui n'ont pas tardé à exploser. Sans dégât. Heureusement.

Le CNDD met en garde les armées monoethniques tutsi du Rwanda et du Burundi soutenues par l'armée du Président Yoweri MUSEVENI de l'Uganda contre le risque d'un embrasement généralisé dans les pays des Grands Lacs si de tels actes de barbarie persistent.

Le CNDD dénonce les velléités expansionnistes de ces trois armées en EMPIRE TUTSI HIMA et demande au Conseil de Sécurité de l'ONU de revenir sur sa décision prise le mois d'août dernier levant l'embargo des armes destinées à l'Etat fasciste du Rwanda et, ipso facto, du Burundi. On s'en souvient, suite à la levée de cet embargo les autorités zaïroises avaient piqué une colère qui, dans la foulée, entraîna l'expulsion des réfugiés hutu du 19 au 24 août 1995.

La levée de l'embargo en question survenait au moment où le Zaïre se plaignait publiquement de la menace constituée par l'armée ugando-rwando-burundaise forte de 2000 hommes au confins de ses frontières du Kivu. Une armée de l'Empire Hima. Ces 2000 hommes ont été entraînés en Ouganda pour s'attaquer au Zaïre. La présence des réfugiés hutu au Kivu sert de prétexte à cette armée.

La veille de l'expulsion forcée des réfugiés, le Président Ougandais M. Yoweri MUSEVENI, leader de l'Empire Hima, a proféré des menaces à peine voilée contre les réfugiés hutu et leurs hôtes zaïrois.

L'Empire Hima est une idée qui fait son bonhomme de chemin depuis 1962. En 1975, l'idée fut systématisée sous la direction d'un certain feu BISENGIMANA un richissime tutsi rwandais "zaïrianisé".

Cette idée, reprise par le Président MUSEVENI, plaide pour un fascisme prospère dans les Pays des Grands Lacs où la minorité régnerait à son aise sur la majorité tant politique que ethnique. Selon l'Executive Intelligence Review du 28 octobre 1994, "l'Empire Hima soutenu par l'Empire Britannique, comprendrait une partie du Kenya, tout l'Uganda, le Rwanda, le Burundi et le Kivu zaïrois". Au moment fort de l'expulsion forcée des réfugiés hutu, un correspondant de Radio France International (RFI) avait ajouté qu'un petit morceau de la Tanzanie serait au collimateur du Plan Hima. Ce qui expliquerait la tension actuelle entre la Tanzanie et l'armée monoethnique tutsi du Burundi.

Selon l'UDC Newsletter, dans son vol. 5 N°3 d'avril 1995, des américains seraient impliqués dans ce projet impérial. Cependant, la détermination de l'Ambassadeur Robert Krueger contre le fascisme au Burundi semble indiquer une nette divergence au sein des autorités américaines.

Le journal Africa Analysis avait déjà dévoilé ce complot dans son édition du 11 décembre 1992. Dans un de ses meetings publics du mois d'Avril dernier, le Président Arap Moi a dénoncé l'agression en préparation par un mouvement qui s'appelait le Front Patriotique Kenya (FPK), une sorte de pseudonyme du "February 18 Resistance Army" (F18RA). Selon le journal Africa Analysis du 24 Mars 95, le Président MUSEVENI de retour de Copenhague avait étonné les journalistes lorsqu'il a avoué que "l'Uganda entraînait des rebelles kenyans membres du February 18 Resistance Army (F18RA) depuis plus de deux ans". Ces entraînements de rebelles kenyans par l'Uganda avaient été dénoncé par l'Uganda Democratic Coalition (UDC) Newsletter dans son édition de septembre 1991 (Vol. 1 N°2). Le Volume 5 N°3 d'avril 1995 révèle que "l'Uganda

est un centre régional de terrorisme où les rebelles des pays voisins sont formés, armés et entretenus". Le même UDC précise qu' à l'heure actuelle 6000 miliciens s'entraînent dans les collines ougandaises de Mubende à 3 km de Mubondo pour le compte de l'ex-dictateur Jean Baptiste BAGAZA.

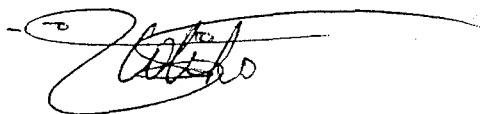
Le même volume 5 N°3 accuse M. MUSEVENI, un tutsi hima, d'avoir transformé l'Uganda "en une colonie de tutsi hima et d'avoir relégué les citoyens ougandais au rang d'étrangers dans leur propre pays". Plus loin encore, il précise que "tous les officiers supérieurs sont tutsi" et que "toutes les positions stratégiques du pouvoir sont occupées par des tutsi hima".

Pour stopper cet expansionnisme belliqueux des HIMA, le Président de la République Kenyane, Son Excellence Arap MOI "a demandé aux Nations Unies de désarmer les troupes au Burundi et au Rwanda et de mettre sur pied des armées nationales dont les soldats auraient été recrutés dans les communautés hutu et tutsi des deux pays" (selon l'Agence France Presse (AFP) du 18 août dernier).

Le CNDD soutient cette position du Président Arap MOI car elle a l'avantage de limiter les dégâts dans la région des Grands Lacs.

Mais comme l'ONU ne prend pas ses responsabilités, les Forces pour la Défense de la Démocratie (FDD) n'ont pas d'autre choix que de tenter

- 1° de protéger les populations civiles contre l'armée burundaise en rébellion contre la démocratie;
- 2° de créer un climat favorable aux négociations entre belligérants en forçant les militaires à retourner dans les casernes.



Pour le CNDD,
Jérôme NDIHO
Porte-Parole